

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité Administrative
Rue George Sand
36000 CHATEAUROUX

Châteauroux

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GUIGNARD

La Prune
BP 143
36200 Argenton-sur-Creuse

Références : VI 18/10/23 (RB/TD)
Code AIOT : 0010002835

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2023 dans l'établissement GUIGNARD implanté Les Ebeugnets 36190 Pommiers. L'inspection a été annoncée le 03/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La carrière Guignard à pommiers est un établissement P1, qui doit être inspecté tous les ans.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GUIGNARD
- Les Ebeugnets 36190 Pommiers
- Code AIOT : 0010002835
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est soumis à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°36-2017-12-21-027 du 21 décembre 2017 autorisant le renouvellement et l'extension de carrière. L'exploitation est située aux lieux-dits « Les Ebeugnets », « Les Bonnes » et « Les Vazouaits » sur le territoire de la commune de POMMIERS. Le matériau exploité est du matériau éruptif (gneiss et leptynite) et l'extraction est réalisée à sec, à ciel ouvert (en fosse) au moyen d'explosifs. Le gisement abattu est chargé dans des tombereaux au

moyen d'une pelle hydraulique sur chenilles. Les tombereaux alimentent la trémie primaire de l'installation de traitement des matériaux située au sud-est de l'emprise de la carrière. Cette installation de traitement des matériaux dispose d'une autorisation préfectorale qui lui est propre (Arrêté préfectoral n° 95-E-55 du 10 janvier 1995) et ne fait pas l'objet du présent rapport. La production maximale autorisée est de 700 000 tonnes par an avec une moyenne sur 5 ans de 500 000 tonnes par an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi annuel
- Eaux de rejets
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Extraction	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 2.3.4.1	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 9.4.1	Sans objet
8	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 4.3.7	Sans objet
13	Déchets	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 9.2.3.1	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour administrative	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 1.7.1	Sans objet
2	Quantités autorisées	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 1.2.3	Sans objet
3	Bornage	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 2.2.2	Sans objet
5	Bilan annuel	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 9.4.1	Sans objet
6	Extraction	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 2.3.4.1	Sans objet
9	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 22/12/2017, article 6.3.1	Sans objet
10	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 22/12/2017, article 6.3.1	Sans objet
11	Poussières	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 9.2.1.2	Sans objet
12	Déchets	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 5.1	Sans objet
14	Bruit	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 9.2.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement est bien suivi, un front de plus de 15m est présent et depuis 2021 cet écart est relevé. Une étude de stabilité a été demandée en 2021, 2022 et la demande a été renouvelée lors de l'inspection d'octobre 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 1.7.1
Thème(s) : Situation administrative, modification installation
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par l'exploitant aux installations [...] doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les dernières modifications ont été intégrées dans l'arrêté préfectoral du 21/12/2017.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Quantités autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article I.2.3
Thème(s) : Autre, Tonnage annuel extrait
Prescription contrôlée : 700 000T/an au max, 500 000T/an en moyenne sur 5 ans
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Le tonnage extrait en 2022 est de 299 220 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 2.2.2
Thème(s) : Situation administrative, visibilité
Prescription contrôlée : Ces bornes doivent être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'inspection des installations a procédé à une vérification visuelle sur une partie du bornage (la plus accessible).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 9.4.1
Thème(s) : Autre, plan orienté
Prescription contrôlée : Un plan orienté à une échelle adaptée à la superficie de la carrière est dressé chaque année[...]et fait apparaître notamment : [...].

Constats : Les surfaces défrichées ainsi que les surfaces exploitées ne sont pas renseignées sur le plan.
Observations : L'exploitant doit transmettre à l'inspections des installations classées les surfaces S1, S2 et S3 exploitées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Bilan annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 9.4.1
Thème(s) : Autre, mesures
Prescription contrôlée : Un rapport annuel d'exploitation sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Le dernier rapport 2022 a été transmis le 19/04/2023, l'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant la nécessité de bien transmettre le rapport avant le 1er février de chaque année.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 2.3.4.1
Thème(s) : Autre, côte
Prescription contrôlée : Le carreau de la carrière a pour côte minimale 180 m NGF
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : La côte la plus basse est de 180.04 NGF au niveau du plan d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 2.3.4.1
Thème(s) : Autre, hauteur gradins
Prescription contrôlée : La hauteur verticale de chaque gradin n'excède pas 15 m
Constats : La hauteur d'un gradin est supérieure à 15m.
Observations : L'inspection des installation classées a constaté la présence d'un front de plus de 15 m de hauteur. Cette non-conformité a déjà été relevée lors de l'inspection du 11/06/21 et du 20/12/22. Selon l'exploitant le front est sécurisé et inaccessible. Lors de la visite, l'inspection des installations

classées a constaté que l'exploitant avait entamé la remise en état du site (pour cette zone : remblaiement avec les déchets d'extraction), ce qui permettrait de régulariser la situation, cependant le remblaiement de la zone est long. Une étude de stabilité du front et un échéancier pour sécuriser le site avaient été demandés par l'inspection lors de la visite d'inspection du 20/12/22, ces éléments n'ont toujours pas été transmis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 4.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, qualité des eaux de rejet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales [...] doivent respecter les prescriptions suivantes : [...]
Constats : La conductivité de l'eau en fond de trou dépasse les seuils autorisés. Le seuil de la mesure en MES est erroné dans l'arrêté préfectoral du 21/12/2017.
Observations : Les analyses de MES sont à 12 mg/L (rapport SGS du 26/06/23 en fond de trou), dans l'arrêté préfectoral du 21/12/2017 il est noté que la valeur ne doit pas dépasser 3.5 mg/L, il s'agit d'une erreur de frappe qui doit être rectifiée, le seuil à ne pas dépasser étant de 35 mg/L. la conductivité mesurée dans le rapport SGS du 26/06/23 en fond de trou est à 805µS/ cm, la valeur doit être inférieure à 800µS/ cm à 25°C. Les eaux du site sont rejetées dans La Gargillesse 3 à 4 fois/an, l'exploitant dispose d'un registre renseignant tous les rejets, les eaux pluviales sont essentiellement utilisées pour l'arrosage des pistes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 9 : Tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2017, article 6.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, vibrations habitations
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les 3 axes de la construction.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'inspection des installations a procédé par échantillonnage, les valeurs des tirs sont inférieures à 10 mm/s : 25/09/23 : 6.302 mm/s 06/02/23 : 1.397 mm/s
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2017, article 6.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, vibrations pylônes
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les pylônes électriques des vitesses particulières pondérées supérieures à 20 mm/s. La charge électrique ne doit pas dépasser [...]. Les mesures de vibrations sur les pylônes sont effectuées systématiquement au cours de chaque tir lorsque ces derniers s'effectuent à moins de 100 m des pylônes.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les pylônes sont situés à l'ouest du site et l'exploitation et les tirs de mines ont lieu à l'est. Les valeurs mesurées à l'est sont inférieures à 20 mm/s (cf. point 9 du rapport de visite).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 9.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance annuelle
Prescription contrôlée : L'objectif à atteindre de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point type b du plan de surveillance [...], la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Des mesures de retombées de poussières dans l'environnement ont été réalisées en 08/2023 par le bureau d'étude ENCEM (dossier n° T8267P), les valeurs obtenues sur les jauges de type b sont inférieures à 500 mg/m ² /jour : Point 1 (au Nord du site au lieu-dit la Fontenaille à Pommiers): 158.29 mg/m ³ /jour Point 2 (au Sud de la carrière, à environ 300m du lieu-dit l'Espérance à Orsennes): 212.64 mg/m ³ /jour Les prochaines mesures auront lieu en février 2024 (mesures semestrielles).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, PGS
Prescription contrôlée : Le PGS est révisé par l'exploitant tous les 5 ans [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le plan de gestion des déchets et des terres non-polluées, il couvre la période 08/2021 à 08/2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 9.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, traçabilité
Prescription contrôlée : L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets ;
Constats : L'exploitant ne dispose pas du registre informatisé de traçabilité des déchets dangereux TRACKDECHETS.
Observations : Les déchets dangereux présents sur site sont listés dans l'article 5.2.2 de l'arrêté préfectoral du 21/12/2017, à savoir : emballages souillés, huiles usagées, piles et accumulateurs, D3E...
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 14 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 9.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, mesure
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique est effectuée [...] au minimum tous les 3 ans [...].
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les dernières mesures réalisées par l'exploitant date de juin 2022 (dossier n°22056 COMIREMSCOP), elles ont été réalisées en 6 points : 3 en limite de site et 3 en ZER et sont toutes conformes. Les prochaines mesures seront réalisées en 2025.
Type de suites proposées : Sans suite